

**Zone Euro - Réponse de M. Bruno
Le Maire, ministre de l'Economie et
des finances, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 20 juin 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

La zone euro a franchi hier une étape historique dans son renforcement.

La chancellerie allemande et le Président de la République sont tombés d'accord sur une juste taxation des géants du numérique d'ici la fin de l'année 2018, ainsi que sur une convergence de l'impôt sur les sociétés - un sujet sur lequel la France et l'Allemagne travaillent depuis dix ans.

Pour les PME, c'est plus de croissance, plus de développement et plus de perspectives de marchés.

La France et l'Allemagne sont tombées d'accord pour renforcer l'Union bancaire et nous doter d'un filet de sécurité. Si une nouvelle crise financière explose demain dans la zone euro, nous disposerons d'instruments renforcés pour protéger les épargnants français et les banques françaises.

L'Allemagne et la France sont enfin tombées d'accord pour doter la zone euro d'un budget.

C'était la promesse faite par le Président de la République dans son discours de la Sorbonne, en septembre. La promesse est tenue : l'Allemagne et la France sont favorables à un budget propre à la zone euro.

Ce budget doit nous permettre de faire face à des crises économiques qui toucheraient un pays ou un autre, alors que ces pays sont aujourd'hui laissés seuls lorsqu'ils affrontent une crise économique. Il doit aussi nous permettre d'investir, de financer l'innovation et la recherche d'avoir des entreprises qui se portent mieux, qui soient plus innovantes et qui réussissent face aux révolutions technologiques.

Il y a aujourd'hui, dans le monde économique, un affrontement entre les Etats-Unis et la Chine, deux continents qui comptent. Ce renforcement de la zone euro doit nous permettre de faire émerger un autre continent économiquement solide et prospère, qui sera le continent européen./.